



COLLOQUE



LA RECHERCHE SUR LES ESCLAVAGES DANS LE MONDE : UN ÉTAT DES LIEUX

7 - 9 NOVEMBRE 2022
Agence Universitaire de la Francophonie
Campus UCAD - Dakar - Sénégal



SÉQUENCE 6

ACTIONS ÉDUCATIVES ET CITOYENNES AUTOUR DES
ESCLAVAGES

Jean-Louis DONNADIEU

« En France, une transmission de terrain encore empirique »

INTRODUCTION

Si l'appel à communications du colloque « La recherche sur les esclavages dans le monde : un état des lieux » invite à dresser un panorama de la recherche au sein du monde universitaire francophone, j'ai été surpris de constater que n'y étaient mentionnés ni chercheurs indépendants, ni sociétés savantes, ni monde associatif, pourtant dûment impliqués dans la recherche et la transmission de terrain. Ce manque m'a paru regrettable et je tiens à remercier les organisateurs d'avoir retenu ma proposition, celle d'un intervenant à la croisée des chemins (recherche, enseignement en lycée, action locale). Mon propos concerne le territoire français (métropole et outre-mer) ; à partir de mon expérience, j'évoquerai quelques questions relatives à la scolarité, puis à la recherche locale – notamment en des zones où le lien avec l'esclavage n'a rien d'évident – et enfin à des principes de diffusion de la connaissance, tant auprès du grand public qu'au sein du monde académique.

I - ENSEIGNER : MARGES ÉTROITES, INITIATIVES POSSIBLES MAIS ALÉATOIRES

La Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage, dans sa note n°1 de septembre 2020 (« L'esclavage dans les manuels et les programmes scolaires »), faisait le constat de programmes lacunaires et de directives pédagogiques manquant de cohérence. Deux ans plus tard, ces remarques gardent toute leur pertinence. Ainsi, en Seconde de lycée général, en métropole, ne sont abordés que les aspects économiques du système de plantation. En Première, à propos de la Révolution française, le texte officiel ne mentionne même pas les événements de Saint-Domingue, et l'abolition de 1848 est seulement vue comme un des « idéaux démocratiques hérités » de cette Révolution. Donc, si un enseignant de lycée général veut un tant soit peu parler des événements révolutionnaires dans la Caraïbe, de l'indépendance d'Haïti ou des résistances ayant conduit à l'abolition de 1848, il ne peut le faire qu'en hors-programme, rognant des heures prévues pour d'autres sujets, ou en utilisant des heures d'éducation civique (le thème conducteur de Seconde étant celui de la liberté, celui de Première le lien social ; pareille « astuce » était déjà possible avec l'ancien cadre¹, et reste toujours possible... mais pas obligatoire). Une programmation très serrée est nécessaire, d'autant plus si est envisagée une participation au concours « La Flamme de l'Égalité »². On peut aussi mettre l'accent sur l'approche pluridisciplinaire, à la fois dans les pratiques (maîtrise des outils numériques, des méthodes de recherche) et de par le croisement des questions : biologie (à propos de la non-validité scientifique du racisme), lettres, langues (croisements culturels ; ainsi en anglais : marrons de la Jamaïque, personnages comme Phillis Wheatley... ; espagnol : *cimarrones* de Cuba, chanson *Duerme negrito*... ; portugais : l'histoire de Chico Rey...). Cela implique qu'il y ait la volonté de travailler ensemble entre enseignants concernés, sans oublier une adéquation de ces moments pédagogiques dans l'année, conditions qui ne sont pas automatiquement réunies. *A contrario*, dans le programme de Seconde de lycée professionnel, le thème « L'Amérique et l'Europe en Révolution (des années 1760 à 1804) »

¹ Pour une manière d'aborder ces questions dans les anciens programmes d'éducation civique, je renvoie à mon article « L'esclavage au XVIII^e siècle, entre la morale et la loi : une décennie d'éducation civique en Seconde de lycée général », in SUREMAIN (Marie-Albane de), MESNARD (Eric), *Enseigner les traites, les esclavages, les abolitions et leurs héritages*, Paris, Karthala, 2021, p. 75-95.

² Concours annuel depuis l'année scolaire 2015-2016. Agnès Vergnes, doctorante au laboratoire Agora (Cergy-Paris Université) prépare une thèse sur la pratique réelle de ce concours.

permet de travailler sur les révolutions atlantiques, parle explicitement de la Révolution à Saint-Domingue... et peut conduire à des résultats intéressants, j'en témoigne³.

En fin de compte, on a un régime à plusieurs vitesses, à application inégale et dont les effets à long terme peuvent conduire à une mémoire collective différenciée selon les publics⁴. Pour le dire autrement, la réponse institutionnelle repose en partie sur les épaules d'enseignants de bonne volonté⁵. **On reste donc dans l'aléatoire.**

II - CREUSER : ENTRE FOISONNEMENT ET ANCRAGE LOCAL

Si la transmission de la connaissance se fait d'abord sur les bancs d'école, elle se fait aussi, toute la vie durant, auprès du grand public, au moyen de manifestations culturelles diverses. C'est particulièrement le cas en France ; la majorité de la population n'a guère entendu parler de l'esclavage durant sa scolarité, si bien qu'elle le découvre d'abord par la couverture qu'en rend le monde des médias. L'expérience que j'ai tirée sur les vingt dernières années me permet de dresser un cheminement qui m'apparaît transposable en maints endroits, avec comme fil conducteur le sentiment que si vous voulez intéresser un public large, il doit se sentir concerné ; en d'autres termes, souligner que le territoire où le public vit, et les personnages du passé qui en sont issus, ont un lien avec cette question douloureuse et d'apparence lointaine. Bref, que l'on soit dans le vécu, l'ancrage géographique et historique concret.

Ainsi, j'ai impulsé en 2003 les commémorations du bicentenaire de la mort de Toussaint Louverture à L'Isle-de-Noé, village de Gascogne où résidait autrefois la famille Noé⁶. Au-delà des manifestations circonstancielles (exposition historique, spectacle son et lumière...), des collègues historiens et des érudits locaux, par effet d'entraînement et association d'idées, m'ont fait ensuite connaître des documents sur des connexions Gascogne-Antilles et non encore exploités, qui avaient donc échappé à toute recherche antérieure, permettant ainsi quelques découvertes.

On est dans le cas d'une « pêche » aléatoire, mais néanmoins fructueuse, exhumant papiers privés (notamment d'habitations : correspondances, documents comptables, plans...) mais aussi papiers publics (notariat, fonds privés déposés aux archives départementales, papiers religieux confisqués à la Révolution – par exemple ceux de l'hôpital des pères de la Charité de

³ Expérience de « Masterclasse » sur Toussaint Louverture et Jean-Baptiste Belley, au lycée Le Corbusier de Corneilles-en-Parisis, le 12 mai 2022 (initiative de l'inspection et des formateurs lettres-histoire de l'académie de Versailles).

⁴ Je peux renvoyer à l'entretien de Marie-Albane de Suremain : « Comprendre notre histoire, c'est connaître celle de l'esclavage », *Le Monde*, 2 mars 2021.

⁵ Signalons, outre l'existence de stages de formation continue sur le sujet, qu'ils peuvent être aidés par maints supports, notamment numériques et souvent remarquables : dossiers en ligne du CIRESC ou ceux du réseau Canopé (du ministère de l'Éducation nationale), documents des services éducatifs de certaines Archives Départementales, ou émanant de dynamiques associations d'enseignants comme Oliwon Lakaraib ou encore AFAC-Capeline 974 (pour La Réunion).

⁶ L'élément de départ a été un lien bien oublié entre ce village et Saint-Domingue. Il se trouve que le comte Louis-Pantaléon de Noé (1728-1816), grand possesseur dans cette colonie, a très probablement favorisé l'affranchissement du futur Toussaint Louverture, alors esclave ; bien plus tard, les Noé ont conservé une canne en bois de gayac dont la tradition familiale raconte qu'elle a été envoyée par Toussaint Louverture au comte (objet désormais conservé au musée des Beaux-Arts de Mirande).

Saint-Pierre, en Martinique, conservés dans le Gers...), ce qui permet par exemple d'écrire des monographies. Par renvois possibles d'un sujet à l'autre, ou du fait d'heureuses rencontres, non seulement j'ai pu retrouver plusieurs liens oubliés entre le Sud-Ouest de la France et l'espace caribéen, mais j'en ai aussi exhumé d'autres, relatifs à l'Albigeois (Rochegeude), le Berry (Barbançois, Bertrand) ou encore la Picardie (Héricourt). Pareil jeu de renvois peut se reproduire ailleurs, j'en suis convaincu.

La difficulté reste ensuite de faire connaître. Il y a bien sûr les revues scientifiques universitaires ou d'associations d'historiens de métier, mais il convient aussi d'insister sur le rôle non négligeable que peuvent jouer les sociétés savantes locales et leurs publications (même sans comité de lecture, comme c'est souvent le cas). Si le dynamisme de ces sociétés peut être variable d'un endroit à un autre (question de personnes et de moyens), il n'en demeure pas moins qu'elles représentent une chambre d'écho, un relais de transmission ; **ce sont des instances dont les liens avec le monde de la recherche scientifique me semblent à renforcer**, à l'instar de ce que font les Anneaux de la Mémoire ou la Société d'Histoire de la Guadeloupe. Ainsi, souhaiter un inventaire de leurs articles en lien avec l'esclavage, penser à numériser ces articles, voire envisager leur mise en ligne, pourrait certainement apporter un complément précieux au travail académique. Pour le dire autrement : que le recensement des sources – dont le *Guide des sources de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, coordonné par Claire Sibille (Paris, La Documentation française, 2007) constitue une étape importante – continue en élargissant le champ de prospection.

Pour les sceptiques, rappelons qu'il ne s'agit pas d'apports à négliger. Qu'on se souvienne que la Maison de la Négritude de Champagny, en Franche-Comté, remonte à... 1971, soit quatorze ans avant le colloque de Nantes sur la traite négrière, colloque considéré comme une étape fondatrice dans les cercles de la recherche. Au Sénégal, peut-on oublier le rôle d'aiguillon qu'a joué un dynamique autodidacte comme Boubacar Joseph Ndiaye pour qu'une petite esclaverie de Gorée – bâtiment bien conservé – devienne un lieu symbole classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ? Peut-on signaler que c'est à une chartiste⁷ que l'on doit une meilleure connaissance des Noirs à Bordeaux avant la Révolution, que c'est une biologiste passionnée par la mer qui a renouvelé l'approche de l'histoire maritime des Antilles françaises⁸ ?

On peut aussi élargir le propos au tissu associatif. Est-il encore nécessaire de présenter l'apport considérable de Généalogie et Histoire de la Caraïbe ou du réseau Mémoire des abolitions de l'esclavage – Pôle mémoriel France-Suisse (piloté par l'association Route des Abolitions de l'Esclavage, réseau qui rappelle clairement qu'il n'y a pas que la façade atlantique qui est concernée) ? Evoquons aussi les initiatives du CM98 (en métropole et les outre-mers) ou de Construire Notre Vivre-Ensemble (en Martinique). Comme actions concrètes, à La Réunion, on peut penser au Jardin de la Mémoire (sur la commune de Saint-

⁷ DUPRAT (Julie), *Bordeaux Métisse*, Bordeaux, Mollat, 2021.

⁸ ALAMKAN (Myriam), autrice de *Histoire maritime des Petites Antilles* (2002), et *Vous irez porter le fer et la flamme* (2015), éditions Ibis Rouge.

André), à la redécouverte de l'ancienne grande sucrerie Kerveguen au Tampon ou encore au projet de sauvetage de l'ancienne prison de Saint-Denis, friche urbaine autrefois centre de détention, notamment d'esclaves marrons (action de l'association Kartye Lib). Les exemples foisonnent, qui ne demandent qu'à être davantage connus... et reconnus.

On a là œuvre de défrichage et même parfois œuvre pionnière, avec souvent l'énergie et la foi qui déplacent les montagnes, en des lieux où les élus locaux ne s'aventurent qu'à des degrés très variables, et que la recherche institutionnelle n'explore pas forcément. Davantage d'interrelations permettrait donc de mieux faire connaître des exemples parfois ancrés au fond des campagnes, de mettre en perspective des cas particuliers, de pondérer, nuancer, ou élargir l'approche, car dans bien des cas, cette connaissance locale a encore du mal à sortir du cercle étroit des érudits locaux ; ainsi, le Berry gagnerait à mieux connaître le lien que le général Bertrand – intime de Napoléon 1^{er} – a entretenu avec la Martinique, l'Auvergne pourrait davantage se pencher sur l'amiral d'Estaing (et, dans son sillage, sur les Chasseurs Volontaires de Saint-Domingue, hommes de couleur partis combattre pour l'indépendance des futurs Etats-Unis), ou encore sur le lien que le marquis de Lafayette entretenait avec la Guyane...

J'insiste d'autant plus sur cette approche que la France est un pays très centralisé, donnant l'impression qu'hormis Paris, point de salut. Qu'il y ait un mémorial dans la capitale est important, mais ne saurait être l'arbre qui cache la forêt car, dans le cas d'espèce, les différentes régions détiennent une richesse et un potentiel considérables.

III - DIFFUSER : ÉTHIQUE ET MÉTHODE

Le but pédagogique large est donc à la fois de repérer, étudier, enseigner et agir, dans toutes les directions (recherche, expositions, conférences, opérations diverses de marquage du territoire : plaques, statues, etc.). Autant de balises à inscrire dans la pierre et de musées à créer ou repenser. Reste à savoir dans quel esprit.

« Il va falloir encore se flageller ! » : dans sa préface (p. 6) de l'ouvrage collectif *Enseigner les traites...* (*op. cit.*), l'inspecteur général Jean Hébrard rappelle cette réaction d'un de ses collègues face à la réécriture des programmes scolaires peu après l'adoption de la loi de 2001, dans un contexte de multiplication de lois mémorielles et de prises de position accusatoires envers « l'Occident »⁹. L'injonction de « falloir » et le « encore » de cette réaction spontanée en disent long sur un certain climat qui peut conduire à inhiber la réflexion critique (tout comme l'action de terrain), d'autant que, de façon diamétralement opposée, se pose une idéologie accusatrice inspirée du « wokisme » d'Outre-Atlantique, reposant sur une ignorance préoccupante de la complexité de l'histoire, et aboutissant à cloisonner, sinon dresser les gens les uns contre les autres.

Or la démarche de transmission consiste à « ne pas accuser, ni excuser », selon une heureuse formule, mais à expliquer et comprendre. Car ce n'est que dans l'apaisement que l'on peut

⁹ Voir par exemple l'article de Françoise Chandernagor « Historiens, changez de métier ! », *L'Histoire* n°317, février 2007.

dépasser les douleurs, pour démonter les mécanismes de la réduction en esclavage, mesurer leurs conséquences et en tirer des enseignements pour notre monde d'aujourd'hui. Plutôt que la perpétuation des ignorances et la continuation du dialogue de sourds, l'attitude constructive est de ne pas oublier l'essentiel, qui est dans le non-dit ; car, au-delà des outrances et des violences verbales, voire physiques (statues brisées...), de certains, il faut s'interroger sur le pourquoi de ce phénomène revendicatif. Quelles douleurs et refoulements traduit-il ? Si le boomerang revient aujourd'hui avec des débordements, il n'en demeure pas moins qu'il a été lancé autrefois (dans un contexte esclavagiste et raciste) et que sa course n'a pendant longtemps guère provoqué d'émoi auprès de l'opinion dominante. Mais à l'heure de la mondialisation des échanges, comment faire en sorte que l'ensemble de la population d'un pays comme la France – pour ne prendre que ce cas – puisse se reconnaître dans son histoire si une partie reste encore peu transmise ?

Cela passe bien sûr par des programmes scolaires qui élargissent le champ de vision et répondent à cette demande de connaissance/reconnaissance. Cette entreprise demeure perfectible, on l'a vu, mais elle ne part pas de rien quand même, et on peut espérer que les acquis de la recherche puissent être davantage enseignés. Quitte à me répéter, cela passe aussi par l'action concrète, que les gens, sur le terrain, s'approprient un fait historique, un lieu emblématique, une personnalité du cru. En tout état de cause, il s'agit d'un **travail de longue haleine, sur le long terme**. Dans notre monde où tout va vite, il n'est pas simple de tenir compte du facteur temps quand le rythme « médiatique » vit dans l'immédiateté et reste friand de résultats immédiatement visibles, de polémiques ou de « coups » spectaculaires mais pouvant passer à côté du fondamental.

Je préciserai donc ici ce qui, dans ma pratique, m'a servi à la fois de balises et de principes :

- **Pas de culpabilisation sélective ni de discours repentant** sur cette tragédie, d'autant que d'autres régions du monde ont aussi eu leur part (monde arabe, ottoman, interafricain, russe, indien, chinois, etc.). Il s'agit d'abord de comprendre les mécanismes de la tragédie, les intérêts de tous les acteurs en jeu, les ressorts (points communs, spécificités) et les conséquences, pour en tirer du sens.
- **Pas de manichéisme entre « bons » (une Afrique qui serait toujours victime) et « méchants » (un Occident qui serait toujours oppresseur)**, la réalité des faits et l'engagement des gens étant pour le moins complexes. Il s'agit d'abord de prendre conscience que l'humanité a été capable de faire cela, tout comme elle a été capable d'autres tragédies, et qu'il convient donc d'être sur le qui-vive par rapport au renouvellement du processus d'asservissement (« l'esclavage moderne » n'étant pas une fiction).
- **Une histoire partagée et non pas occultée**, que chacun – quelle que soit son origine – puisse s'interroger sur le pourquoi et le comment de cette persistance d'interrogations mémorielles et des polémiques qui en résultent ; tout cela ne surgit pas de nulle part et interroge sur la condition humaine et la connaissance de son passé, pour aller de l'avant.

- **Retrouver la dignité de la personne** derrière l'infériorisation qu'impose l'esclavage : porter un regard attentif sur celles et ceux qui en ont été victimes – aussi bien figures de proue que simples anonymes –, leur identité, leurs voix, leurs résistances, leurs créations culturelles (musiques, danses, cuisines, littérature...), leur résilience, leurs apports à la communauté humaine... Cet aspect est fondamental.

CONCLUSION

Il existe donc à mes yeux des passerelles à renforcer entre le monde de la recherche institutionnelle et celui de la transmission de terrain, en bonne intelligence et en complémentarité. Et ce d'autant que la France a conservé l'âme d'une nation de paysans propriétaires, qui a tendance à regarder vers l'intérieur des terres, vers l'intérieur de l'Europe, et qui donc tourne le dos à la mer ; regarder vers le grand large ne lui est pas réflexe naturel – et ce n'est pas qu'une boutade. Or la mondialisation d'aujourd'hui la pousse, justement, à regarder vers le large. Si bien qu'elle ne peut faire l'économie d'un passé sur lequel l'ignorance ou la méconnaissance ont longtemps régné. Mais il faut le faire en portant sur la tragédie de l'esclavage un regard distancié, serein, tout en prenant l'exacte mesure des enjeux de cohésion nationale et d'adhésion à des principes républicains d'intégration et de fraternité. Ce qui est source de découvertes mutuelles et d'enrichissement, d'élévation morale aussi. Enfin, une remarque d'ordre personnel : je dois mon engagement à mon maître d'école primaire, au CM1, à l'école Félicien Nadjo de Porto-Novo (Dahomey, devenu Bénin), Ferdinand Abissi (1937-2005). Il est le premier qui – en 1970 – m'a transmis cette connaissance. Il le faisait sans esprit de revanche, bien au contraire ! Il cultivait l'humanisme, faisait revivre des oubliés de l'Histoire et parlait d'eux et de leurs luttes de façon positive, avec admiration. Ce faisant, il se plaçait hors des programmes scolaires dahoméens, comme quoi la question n'est pas nouvelle, ni seulement franco-française. Mais au bout du compte, il transmettait des leçons qu'on n'oublie pas, et qui forment une démarche que j'ai faite mienne.